



la lettre d'information

Élodie
JACQUIER
LAFORGE
DEPUTÉE 9^{ème} CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE

Février 2024



L'Edito

L'actualité de ces derniers jours est marquée par le mouvement de contestation des agriculteurs, mobilisés sur les axes routiers de l'Isère et du pays.

Comment comprendre ce mouvement ? D'abord en le replaçant dans le contexte européen puisque plusieurs pays ont connu, ou connaissent en ce moment même des manifestations similaires. Elles s'inscrivent notamment dans une période pré-électorale européenne et de négociations d'un accord contesté de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du MERCOSUR, union douanière sud-américaine. Aussi parce que nous sommes dans un contexte national très tendu de négociations commerciales entre les producteurs, transformateurs et distributeurs. Enfin, parce que des malaises dans l'agriculture persistent depuis de nombreuses années et que de nombreuses filières traversent des crises à la fois conjoncturelles et structurelles, comme celle de la Noix de Grenoble sur notre territoire.

Le Gouvernement, par la voix du Premier ministre Gabriel Attal et des ministres en charge de l'agriculture Marc Fesneau et Christophe Béchu en charge de la transition écologique, s'est montré attentif aux revendications portées par les agriculteurs : gel de la hausse du gasoil non-routier (GNR), simplification des réglementations par les préfets dans chaque département, sanctions lourdes pour les entreprises ne respectant pas les lois EGALIM, sécurisation des projets structurants agricoles, ... Ce premier train de mesures a été complété ce jeudi par d'autres mesures fortes dont une enveloppe de 150 millions d'euros en soutien fiscal et social aux éleveurs. Le président de la République a également rencontré la présidente de la Commission européenne, qui plus tôt dans la semaine, a proposé d'accorder une dérogation partielle aux obligations de jachères dans l'UE et d'intervenir pour limiter toute hausse incontrôlable des importations agricoles ukrainiennes ; deux demandes des organisations professionnelles agricoles.

Il serait très injuste de dire, comme certains commentateurs le font, que le Gouvernement a attendu un mouvement de contestation pour agir ; comme si rien n'avait été fait depuis 2017 pour notre agriculture.

Est-il utile de rappeler que le premier mandat (2017-2022) de la majorité actuelle s'est ouvert sur le chantier des États généraux de l'Alimentation (EGA) ? Des concertations inédites alliant tous les acteurs de l'agriculture au niveau national et local. Ces travaux ont abouti sur l'adoption de la première loi EGALIM qui encadre les négociations commerciales et oblige les acteurs de ces négociations à prendre en compte les coûts de revient des agriculteurs. Cela représentait une avancée énorme et aujourd'hui une évidence lorsque l'on se penche sur ces mesures avec du recul. Pourquoi personne ne l'avait fait avant ? De même, le principe d'une retraite agricole minimum à 85% du SMIC a été acté en 2021. Pourquoi ne pas avoir agi avant ? Comme celui d'une assurance récolte plus juste et accessible. Ces dispositifs, s'ils peuvent être imparfaits sont essentiels et personne n'aurait l'idée de revenir dessus aujourd'hui. Ils sont des jalons importants pour la garantie de notre souveraineté alimentaire et pour la transformation de notre agriculture.

Bien évidemment - et la mobilisation des agriculteurs le montre - il faut poursuivre notre action pour un revenu agricole décent et une meilleure répartition de la valeur pour les producteurs, des simplifications administratives sans renoncement aux normes qui protègent notre environnement, un accompagnement des agriculteurs dans les transitions climatiques que nous vivons, une meilleure protection du fruit de

leur travail dans un contexte mondialisé... Le travail quotidien continue, comme toujours loin des polémiques, des annonces et coups de communication de celles et ceux qui se découvrent une passion soudaine pour notre agriculture.

J'ai pleinement confiance dans notre capacité à trouver des points de convergence avec les organisations professionnelles agricoles. Nous aboutirons à des solutions parce que nous avons tous le même objectif : préserver et renforcer notre souveraineté alimentaire !

Élodie Jacquier-Laforge



A l'Assemblée nationale



Décision du Conseil Constitutionnel : ma réaction

Je me félicite de la décision du Conseil Constitutionnel qui censure une partie des articles du projet de loi "immigration". Cela renforce le travail effectué en Commission des lois et valide la régularisation des travailleurs sans-papiers.

[Lire la suite](#)



Humusation un an déjà !

Il y a un an, je déposais un texte visant à expérimenter l'humusation. Au fil de l'année, j'ai rencontré de très nombreux acteurs, impliqués de près ou de loin, favorables ou réticents, mais toujours curieux et francs. L'année 2024 sera pleine de projet pour parler humusation !

[Lire la suite](#)



Examen médical obligatoire en cas d'accident de la route

Sollicitée par une famille de ma circonscription ayant perdu son fils dans un accident de la route, j'ai déposé un amendement pour rendre obligatoire une visite médicale pour les personnes impliquées dans un accident. Je me félicite qu'il ait été adopté !

[Lire la suite](#)

[Plus d'actualités à l'Assemblée](#)



En circonscription



A la rencontre



L'IGP Saint-



2024 : une

des agriculteurs du territoire

Depuis le début de mon mandat, j'échange très régulièrement avec les agriculteurs de notre territoire. Ces derniers jours, nous avons bien évidemment continué nos discussions. Des mesures importantes ont été annoncées par le Gouvernement suite aux mobilisations.

[Lire la suite](#)

Marcellin a 10 ans!

L'indication géographique protégée saint-marcellin IGP fête ses 10 ans d'existence ! Nous étions nombreux le 15 janvier, élus, représentants d'agriculteurs, producteurs, réunis autour de ce fromage exceptionnel et emblématique du Dauphiné.

[Lire la suite](#)

année à enjeux pour notre agriculture

Ce début d'année est marqué comme toujours par les nombreuses cérémonies de vœux des acteurs institutionnels du territoire. Toujours le 15 janvier, j'étais à Moirans, à la maison des agriculteurs de l'Isère, pour celle organisée par le président de la Chambre d'agriculture.

[Lire la suite](#)[Plus d'actualités en Isère](#)

Dans les médias ce mois-ci

M Annecy 31/01/2024 Lyon-Turin : un accord in extremis sur le financement

Place Gre'Net 26/01/2024 « Une censure attendue », qui « valide le texte initial du gouvernement »

France Bleu Isère 25/01/2024 "Colère agricole" : Les contrôles vont être renforcés sur les prix

Place Gre'Net 25/01/2024 Élodie Jacquier-Laforge annonce déposer un amendement à la proposition de loi « *créant l'homicide routier* »

LCP 18/01/2024 Emission "ça vous regarde", débat sur la natalité

Le Dauphiné Libéré 15/01/2024 Cérémonie des vœux du maire à Notre-Dame de l'Osier

La Tribune 14/01/2024 "Monsieur le Premier ministre, légiférons sur la fin de vie"

Factuel Media 13/01/2024 Répartition des migrants en milieu rural

Le Dauphiné Libéré 12/01/2024 Voiron, le nouveau bureau de poste inauguré



Pour nous contacter



Permanence parlementaire
13 rue Porte de la Buisse, 38500 VOIRON
04 76 67 56 60
contact@elodiejacquierlaforge.fr



© 2023 Elodie Jacquier-Laforge

Droits d'auteur pour la photo principale © Assemblée nationale

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.
[Se désinscrire](#)